

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 3950- Mardi 31 Août 2021 - Prix : 200 Fc

VIE CHÈRE :

Les commerçants rejoignent Mabedja



Photo d'archive

CANDIDATS RECALÉS AU BEPC

**Le collectif des parents d'élèves en colère
contre la décision du ministre**

LIRE PAGE 5

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles

Du 26 au 31 Août 2021

Lever du soleil:

06h 14mn

Coucher du soleil:

18h 04mn

Fadjr : 05h 01mn

Dhouhr : 12h 14mn

Ansr : 15h 19mn

Maghrib: 18h 07mn

Incha: 19h 21mn



ENVIRONNEMENT

Protéger les bassins versants, une priorité des autorités en charge de l'environnement

Samedi dernier au siège de la direction régionale de la production à Fomboni s'est tenu l'atelier de lancement d'une formation sur la gestion des bassins versants aux Comores. Plusieurs techniciens ont pris part à cette rencontre.

Les responsables insulaires chargés de la protection de l'environnement notamment

le directeur régional de l'environnement, le délégué chargé du développement durable et de l'environnement ont convié les maires de toutes les communes de l'île ainsi que 25 techniciens des différents CRDE (centre rural de développement économique) dans une réunion de formation et de réflexion sur la valorisation et la protection de l'environnement dans l'île de Mohéli. C'est

avec l'appui du projet de gestion des ressources du bassin versant financé par GEF que cette réunion s'est tenue. Son objectif est d'assurer la vulgarisation du projet mais également de former ces techniciens des CRDE de Mlédjélé, de Mibani et ceux de Fomboni à la gestion rationnelle de la forêt tout en multipliant la qualité de la production de leurs produits et en atténuant les

effets du changement climatique.

Une des composantes du projet bassin versant, selon les responsables, doit se concentrer sur leur restauration et la démonstration des méthodes d'adaptation. « Lutter pour la résilience aux changements climatiques par la restauration des bassins versants doit être notre priorité », précise Said Omar, le délégué chargé de l'environnement et du développement durable.

Le projet de gestion des bassins versants, pour rappel, est financé à hauteur de cinq millions de dollars par le Fonds pour l'environnement mondial (Fem) avec un co-financement national attendu à hauteur de 16 millions de dollars. « Ce projet vise à endiguer la rapide dégradation des bassins versants et fluviaux au niveau des trois îles laquelle est accentuée par le changement climatique, et qui menace les communau-

tés dont les moyens de subsistance en dépendent », poursuit-il, avant d'ajouter que « on parle ici principalement de la restauration des bassins versants dégradés en particulier du reboisement, de la conservation des espèces et de la lutte contre l'érosion ».

Les bassins versants à Mohéli restant sont les espaces favorisés par bon nombre d'agriculteurs pour leurs différentes activités liées soit à l'élevage, soit à l'agriculture ce qui accélère d'avantage la dégradation de ces écosystèmes à Mohéli. « On a convié les maires dans cette réunion d'échange pour qu'ils puissent contrôler et interdire toute activité réalisée dans ces limites du bassin versant car la forêt mohélienne est totalement détruite », fait remarquer le délégué Said Omar.

Riwad

CONFLIT FONCIER ENTRE AMINE KALFANE ET MDE

Des jeunes de Bambao appellent à un règlement judiciaire de l'affaire



Question foncière Mde et Kalfane.

Le torchon continue de brûler entre le village de Mde et l'homme d'affaires Amine Kalfane. Un conflit foncier qui dure depuis des lustres et qui a occasionné un litige ayant atterri aux mains de la justice. Devant la presse, des jeunes de la région de Bambao déplorent la multiplication des conflits fonciers et font appel à la justice pour régler le problème.

Le bras de fer continue entre le patron d'AGK et des jeunes de Mde. Il s'agit pour rappel des parcelles situées à Mde dont Amine Kalfane se déclare propriétaire avec des documents à appui. Un discours qui n'enchantait guère certains jeunes de Mde, qui réclament l'appartenance desdits terrains. Après maintes altercations violentes, l'affaire a atterri à la justice. Bien que ce litige soit aux mains du tribunal, les muscles ne se décontractent pas. Récemment, des jeunes du village de Mde auraient démolé un mur servant de clôture des parcelles convoitées. Affectés par le poids des conflits fonciers, des jeunes de Bambao conduits par Deschamps ont rencontré la presse le vendredi 28 août dernier dans le but de réclamer une décision du tribunal pour mettre fin aux conflits fonciers qui étouffent la région de

Bambao.

« Si jamais Amine Kalfane venait à perdre ses terrains ça serait une concussion au niveau de la justice. Mais si l'on retrace l'histoire, on trouvera qu'Amine dispose de ses terrains de façon très légale. Car son père Abdou Rassoul a légué ses terrains à ses enfants dont Amine Kalfane. Je suis natif d'Ikoni mais j'ai une très grande considération avec le village de Mde pour des milliers de raisons, explique-t-il. Je suis étonné du fait que Mde soit embarqué dans cette histoire. Donc je pense que ce sont des jeunes qui ignorent l'origine de ces terrains ou

veulent transfigurer la vérité ».

Pour faire entendre raison aux jeunes, ce dernier tenté de montrer le danger de ce genre de conflits en tirant les leçons de ce qui s'est passé dans d'autres localités, notamment Ikoni. Les conférenciers ont témoigné de la légitimité et de la légalité dont Amine Kalfane jouit sur ses terrains pour demander à la justice de trancher équitablement sur cette affaire pour mettre un terme à ce conflit qui déchirent le Bambao.

Kamal Gamal

DERNIÈRE MINUTE

Le sénateur Marcel Henry est décédé

Une des figures politiques de l'archipel des Comores, natif de Mayotte vient de décéder à l'âge de 95 ans. Il fait partie de la classe politique comorienne des années 60-70, mais il a fait le choix de s'opposer à l'accession des Comores à l'indépendance en faisant campagne pour le « Non » au référendum d'autodétermination du 22 décembre 1974. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

ACTUALITÉ D'ANJOUAN EN BREF

Un naufrage au large de Mayotte fait 6 morts

Un naufrage qui ne dit pas son nom a fait 6 morts dont une jeune fille et 13 portés disparus et des rescapés. Ce drame a eu lieu au large de Mayotte, semble-t-il sur les côtes de Kany Kely. Cette embarcation de fortune a quitté le village de Moya à Anjouan et la majorité des passagers sont d'origine de cette localité. Le Maire de Moya, Mohamed Abdou Nassim alias Mahbou a tiré la sonnette d'alarme et insiste que « l'inconscience est un facteur du désespoir. Beaucoup réussissent leur vie sur place, donc se hasarder à emprunter cette voie souvent est une inconscience pure et simple ». A bord, ils étaient 23 passagers et le Kwassa a chaviré au large de Mayotte.

Le pont Bazimini n'est pas loin de lâcher

Le pont de Bazimini tient sur un bout de fil de coton. Un danger public serait imminent et inévitable si on ne réagit pas à temps. Le maire de la commune, Abdallah Mahadali lance un cri d'alarme et appelle à la réaction de tout le monde. « Si on ne réagit pas à temps, ce pont va lâcher », lance-t-il. Ce dernier rappelle que ce pont date de l'ère coloniale et va couper l'île en deux si rien n'est fait. « Je suis passé par là plusieurs fois pour aller au bureau, sans pouvoir rencontrer le directeur des Travaux publics. Ce pont, s'il lâche, il y aura d'énormes dégâts. Agissons rapidement », lance-t-il au gouvernement. Le Maire aurait deux choix pour éviter le pire : fermer la route pour interpellier ou bien entamer des travaux pour le soutenir.

Le nouveau gouvernement divise l'opinion à Mutsamudu

Le président Azali Assoumani a changé son gouvernement jeudi dernier. A Mutsamudu les avis sont partagés. « Confier l'éducation à un financier, la justice à un étranger du domaine et maintenir Dhoulkamal et encore pire la nomination d'un médecin à la jeunesse et sport, c'est incohérent par rapport aux attentes du peuple », réagissent la plupart des commentateurs politiques. Les personnes proches du régime montrent que le président a formé un gouvernement sans son parti la CRC. « Tout le monde y est. Les finances confiées à un connaisseur et l'éducation à un administrateur chevronné. On espère se relever et atteindre les résultats escomptés », disent-ils. Des éléments de la CRC boudent et refusent de commenter cette nouvelle équipe plus technique que politique selon de nombreux observateurs.

Rassemblés par Nabil Jaffar

VIE CHÈRE :

Les commerçants rejoignent Mabedja

Les commerçants apportent leur soutien au mouvement citoyen Mabedja qui lutte contre la vie chère et pour les droits du peuple comorien car, ont-ils constaté, « la situation aux Comores est devenue très préoccupante pour les consommateurs mais aussi pour les commerçants ».

Ils sont eux aussi concernés et refusent de rester indifférents. Les commerçants disent « soutenir avec fierté l'initiative de la marche pacifique du mouvement Mabedja ». Le mouvement citoyen issu de la diaspora a en effet appelé à une marche pacifique à Moroni

les 3, 4 et 5 septembre prochains à Moroni, et ce après un rassemblement populaire réussi à Iconi le vendredi 27 août dernier. « Nous, syndicat national des commerçants, observons attentivement les événements de lutte contre la vie chère. Nous ne pouvons pas rester inaudibles à cet élan », fait savoir le Synaco dans un communiqué publié hier 30 août, dont l'authenticité est vérifiée par La Gazette des Comores. En janvier 2020, le Synaco avait organisé une grève de 72h contre les tarifs douaniers jugés exorbitants.

Rappelons que deux membres de Mabedja, venus de France pour

mener une lutte citoyenne aux côtés du peuple, sont placés sous mandat de dépôt à la prison de Moroni depuis le jeudi 26 août, à la veille du rassemblement populaire d'Iconi. Ils sont inculpés pour « association de malfaiteurs, troubles à l'ordre public et déstabilisation ». Dans un communiqué publié par le mouvement affirme que « des agents de la dictature sont en train de disséminer dans la ville de Moroni des armes destinées à être découvertes par les enquêteurs. Ces derniers vont ensuite les présenter comme étant des éléments de preuve des accusations mensongères portées contre Farhane et Chamoun

».

« Dis-Moi », une organisation régionale dans le sud-ouest de l'océan indien qui milite pour le respect des droits humains a également publié un communiqué hier pour demander « la libération immédiate et sans condition » des deux mis en cause. « Tous les militants de Dis-Moi vivant dans les pays de l'océan indien feront campagne à cet effet et suivront de près l'évolution de la situation ».

De nombreux observateurs de la vie politique comorienne ne peuvent que constater que malgré tous les signaux d'un réel malaise social perceptibles depuis plusieurs mois,

le pouvoir fait le dos rond, au lieu d'engager un véritable dialogue politique et social, dans un cadre apaisé et sans provocation policière ni harcèlement judiciaire. Seule alternative sérieuse pour désamorcer cette crise profonde qui gagne chaque jour de larges couches de la société. Une jeunesse désœuvrée, un secteur privé qui s'appauvrit, un tissu économique non productif et des coûts de plus en plus exorbitants d'approvisionnement du pays.... Voilà qui devrait faire réfléchir nos gouvernants, loin des discours utopiques et d'autosatisfaction.

Andjouza Abouheir

REMANIEMENT MINISTÉRIEL :

Pour Belou, Azali « ne tâtonne pas »

Vendredi dernier, au lendemain du remaniement ministériel, le secrétaire national du parti au pouvoir la CRC qualifie la nouvelle équipe gouvernementale de mi-politique, mi-technique. C'était l'occasion pour le secrétaire national du parti d'Azali Assoumani de rendre hommage aux ministres sortants, plus particulièrement Mohamed Daoudou et Saïd Ali Chayhane.

À l'occasion de la publication du décret portant remaniement ministériel, le principal parti au pouvoir la CRC a donné son point de vue. Son secrétaire national, Youssoufa Mohamed Ali alias Belou, a convié la presse au Golden Tulip à Itsandra à cet effet. Il a dit se féliciter de la composition du nouveau gouvernement qui d'après lui, est composé de techniciens et de politiciens « bien expérimentés ». « En mon nom per-

sonnel et au nom de tous les membres de la CRC, je félicite le chef de l'État pour sa clairvoyance. Nous savons qu'il ne tâtonne pas ».

Toujours d'après lui, ce gouvernement était attendu au lendemain des législatives début 2020, mais la situation sanitaire mondiale en a décidé autrement. « Nous saisissons cette belle occasion pour féliciter les nouveaux venus et leur souhaiter bonne chance pour le respect des engagements du chef de l'État à savoir l'émergence à l'horizon 2030. La CRC s'engage à les soutenir afin de réussir cette nouvelle mission ô combien difficile », poursuit-il, restant convaincu que la nouvelle équipe est consciente des objectifs du pays. « C'est pourquoi nous les appelons à être unis, et à plus de solidarité pour aller ensemble au combat ».

S'agissant des ministres sortants, Belou rend un grand hommage à l'ex argentier de l'État Saïd Ali



Les ténors de la CRC devant la presse suite au nouveau gouvernement.

Chayhane, ainsi qu'à Mohamed Daoudou, ex ministre de l'Intérieur : « Tous les membres du gouvernement sortant ont fait un excellent travail, tous, sans exception. Mais permettez-moi de faire une mention spéciale à Chayhane et Kiki ». Le 1er, selon le conférencier, a fait des

efforts « exceptionnels » par rapport aux différents chantiers qui sont en cours dans toutes les îles sur « fonds propres ».

Mais pas que. « C'est pour la 1ère fois de l'histoire des Comores qu'un ministre des finances part sans arriérés de salaires. C'est un

exploit ». Quant à l'ancien patron de l'Intérieur, Belou dit de lui qu'« il n'a ménagé aucun effort pour renforcer la sécurité intérieure ».

Ibnu M. Abdou

SANTÉ PUBLIQUE

L'Arabie Saoudite octroie du matériel médical au ministère de la santé

Pour soutenir le pays en cette période difficile de la Covid-19 qui a fait 147 décès depuis mars 2020, l'Arabie Saoudite par le biais de son ambassadeur à Moroni octroie du matériel médical d'une valeur de 750.000 dollars au ministère de la santé.

L'Arabie Saoudite a remis samedi 28 août dernier au ministère de la santé des consommables d'une valeur de 750.000 dollars. Cette fourniture médicale composée notamment de masques, blouses, gants etc, a pour but de contribuer à combattre la propagation de la Covid-19 dans le pays. Dans son allocution, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite Dr Atallah Zayed A. Al Zayed montre que cette aide est conforme aux valeurs du

Royaume fondées sur les principes et convictions de solidarité et d'assistance aux frères, amis et nécessaires dans le monde.

« Cette aide humanitaire vient renforcer les efforts internationaux de lutte contre la pandémie du coronavirus notamment dans les pays

frères et amis qui ont vraiment besoin de soutien et d'assistance », souligne-t-il tout en saluant les efforts déployés par le chef de l'Etat dans son leadership notamment par les mesures prises qui ont contribué à contenir la pandémie et maintenir la stabilité sanitaire par rapport aux autres pays où les capacités et les moyens sont disponibles. « Le royaume poursuivra son soutien multiforme à l'Union des Comores et ne ménagera aucun effort pour venir en aide au peuple comorien frère », poursuit-il.

De son côté la ministre de la santé Loub Yakouti Athoumani a salué ce geste louable de la part de l'Arabie Saoudite et a profité de l'occasion pour lancer un vibrant appel à la population de prendre la seconde dose de cette deuxième

cohorte vaccinale. « Je lance un vibrant appel à la population d'aller prendre la deuxième dose de vaccination car c'est de cette manière qu'on sortira de l'impasse et nous retrouverons nos habitudes », appelle-t-elle tout en invitant l'ambassade de l'Arabie Saoudite à soutenir l'hôpital de référence CHN-El Maarouf.

Pour rappel, le président de l'Assemblée Nationale avait reçu l'ambassadeur d'Arabie Saoudite le 27 août dernier. Les deux personnalités ont parlé de politique mais aussi de l'affermissement des relations qui lient les deux pays depuis plus de quarante ans.

Andjouza Abouheir



Remise d'un don saoudien au ministère de la santé.

SOCIÉTÉ

«Tolérance zéro à toute forme de violence basée sur le genre»

Dans le cadre du projet COMPASS (Comores projet d'approche global de renforcement du système de santé), la direction de la promotion de la santé avec la direction nationale de la protection sociale sont en pleine campagne de sensibilisation sur les VBG (violences basées sur le genre). Vendredi dernier, c'était le tour des mairies et des journalistes qui étaient ciblés pour cette sensibilisation.

C'est dans les locaux du service d'écoute que Mme Halima Andoulkarim, présidente de la plateforme VBG accompagnée d'une équipe de la direction de la promotion de la santé, avait réuni les journalistes, la représentante de la mairie de Fomboni et le maire de la commune de Mwalimdjini. Il s'agit d'une rencontre d'échanges et perspectives à venir en matière de violence basée sur le genre. La définition même du terme violence avec ses différentes formes, les causes, les premières victimes, les conséquences, leur avenir et les solutions préconisées ont tous été abordés de long en large.

Le constat a été fait que les violences les plus fréquentes c'est dans les espaces scolaires et dans les



Formation à Mohéli contre les violences basées sur le genre.

milieux défavorisés. La discrimination des femmes dans l'organisation de la société comorienne à certains égards est perçue comme une sorte de violence. Et la nouvelle équipe gouvernementale avec une seule femme ministre sur 13 plus deux secrétaires d'État en est une illustration.

Dans le cas des viols, c'est sur-

tout le système judiciaire qui est pointé du doigt et parmi les solutions préconisées par les participants, les sensibilisations mais surtout la dénonciation populaire appelée autre fois « gougou » en shikomori. Mais hélas, cela va encore heurter les droits de l'Homme tout comme la dénonciation médiatique. La religion musulmane a son champ

d'intervention à ce sujet mais le risque de se mettre en contradiction avec ce principe est grand. Ainsi, la question mérite d'être posée si ce n'est pas une utopie de projeter la tolérance zéro à toute forme de violence basée sur le genre, tel que préconisé par le projet COMPASS.

Riwad

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Commissariat National à la Solidarité, à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre

Direction Nationale de la Solidarité et de la Protection Sociale

Ref. N°21 _____ / MSSPSPG/CNSPSPG/CN



جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية
وزارة الصحة والتضامن والرعاية الاجتماعية والتجانس
مفوضية شؤون التضامن والرعاية الاجتماعية والتجانس

Date: le 27/08/2021

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Intitulé du Poste: Consultant (e) national(e) en vue de la révision de la Politique Nationale de Protection Sociale de l'Union des Comores

Le Commissariat National à la Solidarité; à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre sis dans le quartier Djoumoimoudji-Moroni derrière le bâtiment Ridjali sur la route menant à la préfecture du centre, avec l'appui de l'UNICEF, recrute un(e) consultant (e) national (e) qui sera chargé (e) de la révision de la Politique Nationale de la Protection sociale de l'Union des Comores.

Compétences et expériences du consultant

Le-La consultant(e) chargé(e) de la réalisation de la révision de la politique doit disposer des qualifications suivantes:

- * Diplôme (e) de Master II (minimum) en Economie, Sciences Sociales ou domaine équivalent;
- * Avoir une expérience d'au moins 8 ans dans la réalisation des Travaux similaires;
- * Disposer d'une bonne connaissance des questions relatives à la protection sociale, à la lutte contre la pauvreté, à la réduction des inégalités et à la promotion du genre;
- * Avoir des compétences avérées de rédaction et d'expression en Français.

Pour tout complément d'informations et retrait des termes de références de la consultation, s'adresser à la Direction Nationale de la Solidarité et de la Protection sociale au siège du commissariat National. **Téléphones mobiles: (+269) 3342230 - (+269) 3455189/4964031**

Durée de la Consultation: 45 Jours

Date limite pour le dépôt du dossier de candidature est fixée le 07 Septembre 2021 à 12h00 à la Direction Nationale de la Solidarité et de la Protection Sociale.

CANDIDATS RECALÉS AU BEPC

Le collectif des parents d'élèves en colère contre la décision du ministre

Les parents des élèves recalés à l'examen du Brevet d'Etude de Premier Cycle (BEPC) ont encore crié leur colère face à la décision du ministre de l'éducation de rejeter les candidatures des élèves qui n'ont pas d'attestation de réussite de l'entrée en 6e.

Directeurs d'écoles, professeurs et mères d'enfants, ils étaient tous devant la presse jeudi dernier à l'école Franco-Arabe de Bandamadji Itsandra pour contester encore une fois l'arrêté du ministre de l'éducation nationale du 24 juillet dernier rejetant tous les dossiers des candidats à l'examen du BEPC qui n'ont pas une attestation de réussite de l'entrée en 6ème. « Ils sont 177 élèves qui voulaient passer l'examen du BEPC cette année et ils sont recalés alors qu'ils avaient déjà payé les frais du dossier », explique Saïd Bourhane, directeur d'une école, qui parlait au nom d'un parent d'élève. Ce dernier montrait l'innocence de ces candidats car selon lui, il devrait y avoir une forte sensibilisation sur l'arrêté avant son application. « On ne devait pas recalés les enfants de



Parents des candidats recalés au BEPC devant la presse.

cette manière », dit-il, avant d'ajouter que « c'est une négligence du gouvernement, des CIPR et aussi de dirigeants des écoles de laisser un élève entrer en classe de 6ème sans avoir eu l'autorisation de passage et continuer ses études jusqu'à la classe de 3ème ».

Selon, Ahamada Saïndou, si le ministre voulait prendre une telle décision, il ne devrait pas le faire avant deux ans. « La moindre de choses, ils auraient dû attendre les

prochaines années avant de mettre en marche une telle décision. Maintenant, il est tard pour ces élèves qui n'étaient pas été informés dès le début de la rentrée », avance-t-il. Le collectif de parents d'élèves appelle le gouvernement et le ministre de l'éducation à trouver une solution au plus vite afin d'aider ces élèves à passer les examens.

Pour rappel, ce n'est pas la première fois que les parents de ces

candidats recalés s'expriment devant la presse. Ils avaient rencontré le ministre de l'éducation et son équipe au cours des derniers mois sur ce sujet. Mais en croire les autorités, elles vont aller jusqu'au bout de leur décision. Alors ce sont 177 enfants qui vont être privés d'examen cette année.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufè Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
A.O. Yazid
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Saïd Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES Unité – Solidarité – Développement



Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé

COMORES PROJET D'APPROCHE GLOBALE DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE (PROJET COMPASS) Réf. N°2021/006/COMPASS/AMI

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Recrutement d'un(e) consultant(e) national(e) pour élaborer un plan de communication couvrant les thématiques de l'Alimentation et nutrition du jeune enfant, le surpoids et le développement de la petite enfance, dans le cadre du Projet d'Approche Globale de Renforcement du Système de Santé (COMPASS) financé par la Banque Mondiale.

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu de l'association internationale de développement (IDA) un financement afin de couvrir le coût du Comores Projet d'Approche Globale de renforcement du Système de santé, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer des services de consultant pour l'élaboration du plan de communication couvrant les thématiques de l'Alimentation et nutrition du jeune enfant, le surpoids et le développement de la petite enfance.

2. **Objectif de la consultation** : élaborer un plan de communication en matière d'alimentation et de nutrition du jeune enfant (ANJE), surpoids et espace de bien-être de la petite enfance tenant compte des améliorations enregistrées en matière de changement de comportement ces dernières années

3. **La mission aura pour objectifs spécifiques de :**

- Faire un diagnostic de la communication des interventions ANJE, surpoids et espace de bien-être de la petite enfance, ainsi que l'identification des besoins en information et communication des différents acteurs à tous les niveaux ;
- Définir les objectifs de communication ;
- Décrire les types et approches de communication (approche participative, Communication interpersonnelle, conseil, éducation, information, sensibilisation ect) ;
- Identifier et décrire les cibles ;

- Identifier et décrire les messages clés adaptés aux différentes cibles pour assurer un meilleur changement de comportement ;
- Décrire les outils, supports et canaux d'information et de communication le plus adaptés ;
- Proposer un plan de suivi -évaluation ainsi que les rôles de tous les acteurs ;
- Proposer un plan budgétisé de toutes les activités du plan de communication année par année ;
- Animer un atelier de restitution et de validation des travaux relatifs à la consultation.

4. Qualifications

- Au moins BAC +3 en communication, sciences sociales ou équivalent
- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle en matière de communication dans le secteur de la santé
- Une expérience avérée en matière d'élaboration des stratégies et plans de communication
- Très bonne connaissance des défis dans le cadre de la communication pour le changement de comportement et C4D.
- Au moins une expérience en santé communautaire

5. Le projet COMPASS invite les candidats intéressés à déposer leurs candidatures à l'adresse suivante : **Projet d'Approche Globale de renforcement du Système de Santé, Moroni-**

Coulée- en face de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), Union des Comores.

6. Les Termes de références peuvent être obtenus à l'adresse ci-dessus ou par mail à moussarpmcompass@gmail.com copie : secretariat.compass@gmail.com et cordonnateur.compass@gmail.com

7. Composition des dossiers de candidature :

- Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- Lettre de motivation
- Photocopies certifiées des diplômes et des attestations
- Certificats de travail
- Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

8. Dépôt de candidature

La date limite de dépôt de candidature est fixé au plus tard le **07/09/2021 à 14h00 (heure de Comores)** à l'adresse indiquée sous plus fermés avec la mention :
Monsieur le Coordonnateur du Projet COMPASS
« **Appel à Candidature N°: 2021/006/COMPASS /AMI** »
Comores Projet Approche Globale de Renforcement du Système de Santé (COMPASS).

SOCIÉTÉ

Les membres de l'association Faina se forment en psychologie

Pour mieux prendre en charge les victimes de viols, les membres de l'association Faina à Mohéli ont profité du passage dans l'île d'une psychologue clinicienne pour se former sur quelques notions de base leur permettant d'être plus efficace sur le terrain. C'est un début mais en décembre ils vont encore bénéficier de la même formation.

Mme Annabelle Jaccorel, psychologue clinicienne en mission aux Comores pour des recherches avec le Croissant rouge comorien, a été sollicitée lors de son passage à Mohéli par l'antenne de l'association Faina sur l'île pour dispenser des notions de psychologie. C'est dans les locaux de l'ancien FADESIM (fédération des associations pour le développement économique et social de Mohéli) que cette formation jugée si importante par les bénéficiaires a eu lieu. Il s'agit des notions de base de la psychologie du trauma, la prise en charge clinique des personnes et des mineurs victimes d'agressions sexuelles. « C'était une petite formation d'ouverture pour les familiariser avec quelques notions avec quelques compréhensions plus profondes sur les traumas et comment on peut mieux les prendre en



Une psychologue donne une formation de base à l'association Faina.

charge », explique Mme Annabelle. « Je pense que les résultats sont obtenus car les personnes étaient très actives avec beaucoup d'exemples. Ca va être un début d'autres formations que j'espère organiser en décembre lors de mon dernier séjour ici », promet-elle car pour elle, il faut vraiment soutenir cette

association très dynamique et surtout parce que les moyens font défaut ici.

Pour Zoubeda Attoumane, membre de l'association Faina, la formation a été très bénéfique. « Grâce à cette formation, nous serons capables désormais de prendre en charge des victimes de viols

en attendant les spécialistes » rassure-t-elle. « Et comme en décembre nous allons poursuivre la formation je trouve que c'est très important », dit-elle.

Riwad

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

Visite de la Directrice pays de la Banque Mondiale : des résultats visibles et encourageants pour le Projet RCIP4

Mme Idah Z. Pswarayi-Riddihough, Directrice Pays de la Banque Mondiale pour les Comores a effectué du 21 au 24 août 2021 sa première visite au Comores, l'un des pays de la région sous sa responsabilité. Mme Idah a profité de sa visite de travail et de sa présence à Moroni pour effectuer des visites dans les différents chantiers lancés par le gouvernement sur financements de la Banque Mondiale.

Accompagnée du Représentant Permanent de la BM aux Comores, et du chargé des opérations, la délégation était composée également du Secrétaire Général du Ministère des Finances ainsi que des coordonnateurs des différents projets financés par l'IDA et notamment la coordinatrice du projet RCIP4. Pour le projet RCIP4, la visite a été centrée sur deux structures entièrement financés par le projet à savoir l'espace Co-working Comor'Lab et l'opérateur d'infrastructures Comores Câbles.

La mise en place de Comor'Lab, espace de Co-working imaginé et géré par l'association comorienne des technologies de l'information et de la communication (ACTIC), répond à un besoin de mutualisation des ressources logistiques et humaines, dans le but de créer une

synergie et d'aider à la montée en compétences des startups et entrepreneurs comoriens du numérique.

Cet espace d'échanges, de partage et d'apprentissage orienté entrepreneuriat et innovation, a vu naître à travers les multiples activités la mise en place des initiatives de développement d'un certain nombre d'applications qui concourent à faciliter la vie des citoyens dans l'utilisation et l'accès au numérique. En présence du Président de l'ACTIC et d'autres responsables de l'ACTIC et Comor'Lab, la directrice pays a fortement apprécié la conception de cet espace et les résultats obtenus et a encouragé les gestionnaires et les jeunes utilisateurs présents lors de cette visite à persévérer. Ce fut également l'occasion pour le président de l'ACTIC de remercier la Banque pour cet accompagnement mais également de plaider pour un appui complémentaire afin de pérenniser la structure en parallèle aux autres initiatives qu'ils ont mis en place.

Madame Idah Z. Pswarayi-Riddihough a ensuite visité la station d'atterrissage du Câble Fly Lion 3 dont le bâtiment abrite également les bureaux de la Direction Générale de Comores Câbles. La station d'atterrisse-



ment du câble Fly Lion3 financé par la BM à hauteur de 6.870.000 € fait parti du don octroyé au gouvernement comorien par l'IDA suivant l'accord de financement du Projet RCIP4. Ce câble mise en service en Octobre 2019, constitue une des réalisations phares du projet RCIP4. Il offre à la fois une sécurisation et une extension de la capacité haut débit

disponible en Union des Comores, faisant du pays un hub régional dans le cadre des échanges de trafic entre les câbles EASSy et Lion 2. Madame la Directrice a été particulièrement satisfaite de la nature des investissements réalisés, de leur qualité et leur utilité dans le développement et la vulgarisation du numérique au pays.